

ÉLECTIONS EUROPÉENNES - 9 JUIN 2024

NOS PROPOSITIONS POUR

L'EUROPE

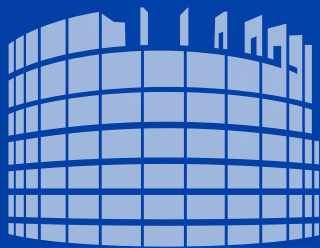


**Fédération
Progressiste**

La Fédération Progressiste **réaffirme avec force son soutien aux valeurs fondamentales communes inscrites dans le projet européen que sont le respect de l'Etat de Droit, de la démocratie, de la justice, de l'égalité entre les femmes et les hommes.**

La Fédération Progressiste souhaite **renforcer l'Union Européenne en la dotant de moyens politiques, institutionnels et financiers pour mieux protéger ses territoires et garantir aux 450 millions citoyens européens des réponses concrètes à leurs préoccupations.**

L'Europe n'a jamais autant été menacée depuis la chute du mur de Berlin : terrorisme, crises migratoires, influences étrangères, pressions économiques, contraintes énergétiques, changement climatique, sans oublier la guerre qui resurgit sur notre continent. Pourtant, la Fédération Progressiste estime que **nous n'avons jamais eu autant besoin d'Europe pour protéger nos valeurs, nos démocraties, nos libertés fondamentales.** L'UE doit se doter de moyens conséquents pour y faire face en confortant la démocratie européenne tout en renforçant sa volonté de lutter contre le changement climatique en poursuivant son processus de décarbonation.



Fédération
Progressiste



Réformes institutionnelles

- Rendre le processus décisionnel plus réactif **en mettant fin à la règle de l'unanimité sur les questions internationales et de défense**. Il serait remplacé par une majorité qualifiée de 55% des États membres (soit 15 sur 27) représentant 65% de la population européenne.
- Clarifier les institutions européennes. **En mettant fin à la règle de l'unanimité nous proposons de la compenser par la création d'un bicaméralisme via un Sénat européen où chaque État serait représenté par un nombre égal d'élus**. Cette réforme est un juste compromis vis-à-vis des États réticents à la suppression de la règle de l'unanimité. La création de ce Sénat permettrait de clarifier la situation de Strasbourg qui serait le siège du Parlement et celle de Bruxelles qui hébergerait le siège du Sénat.
- Démocratiser nos institutions en instaurant l'initiative parlementaire pour le Parlement.



Budget

- Révolutionner le budget européen en instaurant une taxe européenne plutôt que nationale sur les secteurs économiques embryonnaires sélectionnés démocratiquement par le Parlement européen mettant de facto fin au dumping fiscal sur les économies d'avenir. Les États membres les plus innovants ne seraient pas impactés par cette mesure, le montant non perçu nationalement étant déduit de la contribution nationale au budget européen. L'UE se doterait ainsi d'un budget autonome ayant vocation à croître selon l'importance de ces secteurs. Cette réforme européaniserait l'économie de demain.
- Sortir de la "règle d'or" les dépenses militaires pour les États membres.

Défense

- Solliciter la création d'un Commissaire européen de la Défense qui aura à charge l'harmonisation des technologies, la convergence du matériel, la mutualisation des moyens.
- Faire davantage pour l'industrie européenne de défense :

Via l'offre :

- Augmenter sensiblement le Fonds européen de la défense doté aujourd'hui de 7,9Mds€ pour dépasser les 10 Mds€.
- Enrichir le fonds de soutien à la production des entreprises européennes (500 millions d'euros), lancé fin 2023 et permettre le cofinancement d'une vingtaine de projets d'agrandissement des capacités en élargissant le soutien à l'ensemble des usines de défense qui produisent drones, systèmes d'artillerie, etc.
- Instaurer mécanisme calqué sur le Foreign Military Sales américain qui réserve un volet supplémentaire des produits pour l'export et dispose ainsi de stocks disponibles « sur étagère ».

Via la demande :

- Faciliter l'accès à des technologies et à un matériel européen commun via un budget européen dédié issu d'une dette commune comme celle des coronabonds. Ce pot commun permettra l'harmonisation des armées européennes qui ne pourraient acheter que du matériel issu du Fonds européen de la Défense.
- Faciliter les accords d'enlèvement ou les accords d'achat anticipé, pour lesquels l'UE fournira des garanties. Alors que les contrats sont généralement longs à négocier, la Commission garantirait certains achats afin d'accélérer les investissements chez les industriels.
- Créer une force européenne de cyberdéfense. Il s'agirait d'un pas décisif pouvant profiter de technologies déjà communes venant compléter le cyber solidarity act. La cyberdéfense serait un premier jalon dans la constitution d'une Europe de la Défense. Toutefois les aspects offensifs du cyber resteraient une prérogative nationale.



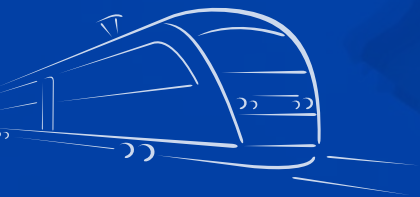
Énergie

Concilier les objectifs climat et de limitation de notre dépendance aux énergies fossiles en investissement massivement dans :

- La fusion nucléaire qui représente une opportunité écologique en luttant contre le changement climatique et une opportunité économique pour la filière nucléaire.
- L'hydrogène blanc qui doit faire l'objet d'une politique de prospection, d'extraction, puis de distribution à l'échelle de l'Union.

Mobilité verte

- Faire du transport urbain, périurbain et ferroviaire la grande cause européenne.
- Instituer une taxe kérozène minimum sur les vols internes (33 centimes par litre) afin de réduire les émissions de 9% et flécher ces recettes vers le transport collectif et le fret.



Jeunesse

- Initier un Erasmus Découverte pour tous les jeunes avant la fin du collège pour un échange de 2 mois afin que toute une classe d'âge puisse découvrir un pays européen avant la sortie du système scolaire d'une partie des élèves.
- Créer un réseau de lycées européens comme cela existe déjà pour les universités afin de favoriser les synergies et les échanges entre élèves.
- Transformer EUdiscover en un ambitieux Pass Train UE qui permettrait à tout jeune de 18 ans de voyager dans l'ensemble de l'espace Schengen. S'ouvrir sur l'autre c'est un pas de plus vers le refus des nationalismes.
- Solliciter des partenariats avec des villes dans le cadre de ce nouveau Pass Train UE afin de garantir la gratuité aux musées sur présentation du Pass. La démocratisation d'une mobilité européenne doit s'accompagner d'une démocratisation de l'accès à la diversité culturelle européenne.



Renforcement des territoires

- Assouplir les règles en matière de concurrence et de commande publique afin d'obtenir un cadre plus favorable à l'investissement public local et à la mise en œuvre des services publics locaux et régionaux.

Souveraineté alimentaire

- Demander à la Commission européenne de présenter une proposition de règlement sur la réduction de l'utilisation des pesticides, qui garantisse notamment l'accompagnement du monde agricole via des financements européens dédiés et la mise en place d'indicateur de risque harmonisé.
- Rétablir les conditions d'une concurrence équitable au sein du marché intérieur, en débutant par l'harmonisation mieux-disante de la réglementation européenne relative à l'utilisation de semences traitées à l'aide de produits phytopharmaceutiques contenant des néonicotinoïdes.
- Développer les dispositifs d'accompagnement à l'installation en agriculture.



“

Les élections européennes de juin seront certainement les élections les plus importantes depuis la création de l'Union Européenne. A l'heure où les nationalistes refont surface et le retour de la guerre sur notre continent, le contexte international nous oblige à faire le bon choix. Celui d'une Europe forte, en paix, qui protège et qui innove. Aux côtés de nos partenaires qui composent la liste « Besoin d'Europe », aux côtés de Valérie Hayer **nous voulons porter une Europe de progrès, écologique et sociale.** Ces quelques propositions que nous formulons ici sont autant de pistes permettant de répondre aux défis de notre temps. L'Europe est la solution, rien de concret ne pourra se faire sans elle, **alors votons pour l'Europe, votons pour la liste « Besoin d'Europe », votons pour la liste conduite par Valérie Hayer.**

François Debden

Président de la Fédération Progressiste

